

JOURNAL PARLÉ

DE LA MAISON DE L'EUROPE DE PARIS

Mardi 7 avril 2009

« L' Europe dans la crise mondiale du Printemps 2009 »

« Entre déprime et récession, le rendez-vous de Londres –

Madoff, le rêve américain et l'apprentissage d'Obama –

Sarkozy et le choix du retour au bercaïl de l'OTAN –

La réélection du Parlement européen : formalité politique ou débat de fond sur l'avenir de l'Union ? »

par Jean-Pierre GOUZY

Vice-président de la Maison de l'Europe de Paris

Président d'honneur de l'Association

des Journalistes Européens

La dernière fois que nous nous sommes rencontrés, le 8 Janvier, nous avons évoqué déjà substantiellement l'étendue de la crise financière qui se répandait dans le monde, sur la base de données provisoires pour juger de l'étendue des dégâts accumulés au cours du dernier trimestre 2008, donc de chiffres provisoires concernant le précédent exercice civil et par conséquent, d'appréciations encore approximatives sur les effets à terme de la bourrasque financière développée à partir des crédits hypothécaires à risque distribués massivement aux États-Unis afin de permettre aux Américains les moins fortunés de devenir propriétaires, alors que l'explosion de la bulle immobilière venait de provoquer des défauts de paiements en chaîne pour des millions de foyers. Ce qu'on a appelé « la crise des subprimes ».

Nous avons vu ensuite comment cette crise a provoqué à son tour une crise bancaire qui s'est généralisée à partir des États-Unis et la rapidité avec laquelle celle-ci s'est transformée à son tour en récession économique engendrant des effets sur le niveau de vie et l'emploi, alourdissant, au surplus, le climat d'incertitudes et les incohérences qui caractérisent notre monde globalisé, mais toujours, politiquement aussi éclaté.

Quel était donc le bilan qui pouvait se chiffrer, s'apprécier, au moment où le G20, c'est-à-dire le groupe des principales puissances industrielles Occidentales et de leur surgéants émergents du sud, se réunissait au plus haut niveau à Londres, avec les représentants des principales institutions internationales concernées (Banque mondiale, Fonds monétaire international, Organisation mondiale du commerce, Commission européenne) ?

Le bilan et les perspectives se traduisaient dans des chiffres de plus en plus noirs et, pour le moment, le volontarisme du G20 ne peut pas encore en influencer vraiment le cours, à l'exception des variations qui s'expriment dans les places financières.

Voici donc où nous en étions au début d'Avril et où nous en sommes toujours aujourd'hui :

- Selon l'OCDE, une reprise lente n'est guère crédible avant 2010, la récession mondiale atteindrait -2,75 % cette année, sous l'effet de la chute des économies développées qui serait de -4,3 %
- Selon la Banque mondiale, plus pessimiste, le PIB planétaire reculerait de 1,7 point en 2009. C'est la première fois qu'un tel recul est avancé depuis la fin de la dernière guerre mondiale. La chute atteindrait 2,9 % dans les « pays riches » .
- Concernant la conjoncture sociale, le taux de chômage se dégradera dans la zone des 30 pays industriels de l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économique). Ce taux moyen qui atteignait 6,9 points en Janvier 2009, pourrait s'approcher de 10 % d'ici la fin 2010, alors que, si le diagnostic est exact, la croissance serait de retour, aux dires des mêmes institutions internationales et du FMI, au cours du premier trimestre et, en tout cas, premier semestre 2010. Seul, à ma connaissance, le professeur Roubini, de l'Université de New York, que je cite parce qu'il est connu pour avoir publiquement annoncé, dès 2006, l'éclatement de la bulle immobilière et ses effets sur l'économie mondiale prévoit aujourd'hui la reprise de la même économie mondiale en 2011.
- Dans l'Union européenne, l'endettement et les déficits publics ont explosé. Concernant les déficits publics, globalement, ils représentaient 2 % du PIB en 2008. Ils atteindraient 4,8 points à la fin de 2010. Je rappelle, que selon l'un des critères-clés du Traité de Maastricht, ils ne devraient pas dépasser 3 %. Les pourcentages des pays de l'Union

européenne où les déficits annoncés comme les plus élevés en 2009, sont de l'ordre : 11 % en Irlande ; 8,8 au Royaume Uni ; 6,2 en Espagne ; 5,2 en France ; 3,8 en Italie, etc.. Parallèlement, l'endettement progresse partout. Il atteint des taux record en Italie (120 % du PIB) ; 110 en Grèce ; 85 en Espagne, etc...

Dans la zone Euro, l'économie s'est contractée de 1,6 %, comparée aux trois mois précédents, lors du quatrième trimestre où le taux de chômage s'établissait à 8,20 % en Janvier 2009, soit un peu plus de 13 millions de personnes concernées. Dans l'U.E. globalement considérée, 18.412 millions de femmes et d'hommes étaient au chômage en Janvier 2009. Comparé à Janvier 2008, le nombre des demandeurs d'emploi a augmenté de plus de 2.194 millions dans l'U.E. et de 1.641 millions dans la zone Euro, une année plus tard.

Qui plus est, les chiffres noirs de la zone euro se sont accumulés au dernier trimestre 2008 : chute du PIB : 1,5 % - recul historique de la balance commerciale : 32,1 milliards d'euros contre un excédent de 5,8 milliards d'Euros en 2007 – plongeon de la production industrielle, en rythme annuel, de 17,3 %. Le déficit du PIB de la zone euro pourrait atteindre 4 % en 2009, avec, il est vrai, un taux d'inflation encore bas, selon les augures. Bref, tous ces chiffres et pourcentages (et, on pourrait en citer bien d'autres) reflètent l'ampleur de la crise économique et financière.

Dans le ressort de l'Union Européenne, plusieurs pays d'Europe centrale et orientale traversent, par ailleurs, une crise aiguë. Tel est le cas, entre autres, de la Hongrie et de la Roumanie, où le Fonds monétaire international a dû intervenir à raison de 15,7 milliards de dollars, dans le premier cas et de 20 milliards d'Euros, dans le second, avec le concours de l'Union et de la Banque mondiale. La Lettonie, de son côté, est en état de récession grave, avec un déficit public de plus de 6 points en 2009. Sa croissance serait négative à hauteur de - 12 %, avec un taux de chômage du même ordre. En Estonie et en Lituanie, ses voisines baltiques, la croissance fléchirait en 2009 de - 8,7 points et - 6,3 respectivement. En Lituanie, le FMI est également directement intervenu. En Pologne, où la croissance est restée légèrement positive l'an passé, après un fort développement en 2007, elle deviendrait légèrement négative en 2009.

Comme on le voit, le marasme est général, étant observé, comme nous le verrons, que les grands pays sont souvent les plus lourdement frappés.

Ainsi :

- En Allemagne, le gouvernement avait prévu une récession de 2,25 % du PIB en 2009 ; elle serait au moins du double, 5,3 % selon l'OCDE. On comptait en Février, Outre-rhin 3,7 millions de chômeurs (8,3 % de la population active) tandis que les commandes à l'exportation de biens d'équipement, véritable moteur de la croissance allemande depuis des années, réalisaient entre Février 2008 et 2009 un plongeon historique (- 4,8 %). Là, également, et malgré une gestion budgétaire rigoureuse, le déficit du budget serait supérieur à 4 % en 2010 et la dette publique s'alourdit dangereusement. Elle pourrait atteindre 72,5 % du PIB en 2012. L'Allemagne fédérale a annoncé un nouveau plan de redressement économique de 50 milliards d'Euros, le 13 janvier dernier. Sur le plan bancaire, la Commerzbank a acheté la Dresdner Bank, en Mars. La Deutsche Bank a connu une perte de 4,8 milliards d'Euros après impôt au quatrième trimestre, tandis qu'une loi a dû être adoptée pour sauver principalement l'Hypo Real Estate de Munich.

- Le Royaume-Uni connaît la pire récession, lui aussi, depuis la guerre, avec un lot de mauvaises créances bancaires qui s'élèveraient à 13 milliards de livres sterling (14 milliards d'Euros). L'intervention de l'État pour éviter que les faillites ne se propagent, atteignait au quatrième trimestre 2008, 37 milliards de Livres. Le déficit public serait, selon le FMI, de 9,5 % pour l'exercice budgétaire 2009/2010. Pour l'exercice 2008/2009, il se limiterait à 5,5 points du PIB. La chute de la Livre a empêché qu'il ne se creuse encore. La production industrielle a reculé de 12,5 % entre février 2008 et février 2009.
- En France, tous les clignotants sont dans le rouge. Selon l'INSEE, le recul du PIB sera de 2,9 points en 2009 et non de 1,5 comme l'avait annoncé Mme Lagarde, le 4 Mars. Au seul quatrième trimestre 2008, le plongeon a atteint 1,2 %. La production industrielle a reculé de 6,7 points au quatrième trimestre 2008. Par rapport à Février 2008, elle avait chuté de 15 % en Février 2009. Les déficits publics ont augmenté, passant de 2,7 % du PIB en 2007, à 3,8 prévisionnellement en 2008, 5,5 / 5,6 en 2009 (le pourcentage de 6 % a déjà été envisagé par l'INSEE).

La dette publique passerait de 63,9 % du PIB en 2008 (et même 68 % selon l'Institut français des statistiques), à 72,4 % en 2009, 76 en 2010. Fin 2010, si rien n'est fait pour y porter remède, la dette publique approcherait de 80 % du PIB. Pour le moment, le dernier chiffrage en Euros de notre dette publique la porte à 1 327 milliards d'Euros. Le taux de chômage lui, poursuit sa grimpette. Il atteindrait 8,8 % de la population active (9,2 avec les départements d'Outre-Mer) entre le 1^{er} Janvier 2009 et le 1^{er} Juin suivant. Nous comptons officiellement 2.384.000 demandeurs d'emplois, en Février, soit 300.000 de plus en un an.

Pour ne rien négliger, je rappelle, au passage, l'âpreté du débat bancaire en France à propos, notamment, des « bonus », des stock options, des salaires des grands patrons et des « parachutes dorés », les controverses aussi à propos des grandes banques, des pertes de Dexia, de PSA, de Natixis (dont le cours est tombé, le 2 Mars dernier, sous la barre de 1€ contre 19,5 € lors de son introduction en bourse, fin 2006). Mais, comme le faisait observer « Le Monde » du 26 février¹ « Même s'il devait atteindre finalement [pour la France] près de 19 milliards d'Euros, le coût des subprimes reste [dans notre pays] relativement contenu ». Toutes réunies, les banques françaises ont perdu moins d'argent sur les subprimes que, par exemple, Royal Bank of Scotland (26,9 milliards d'Euros) [nationalisée à 75 % de son capital pour éviter d'être déclarée en faillite] . On a même pu voir BNP – Paribas, dont l'État détient désormais 17 % du capital, s'emparer de la grande banque belge FORTIS (21 milliards d'Euros) dont la perte record était estimée, le 15 Mars dernier, à 22,5 milliards d'Euros.

Le coup de pouce de l'État, en France (21 milliards d'Euros) a évidemment joué son rôle. Un rôle similaire à celui des États-Unis et des pays européens atteints peu ou prou par les « actifs toxiques » (répandus dans le monde à la suite de l'alarme des « subprimes), afin, en l'occurrence, d'éviter de trop graves dysfonctionnements de l'économie, c'est-à-dire de prévenir « une crise [majeure] du crédit du fait d'une politique d'offre réduite de la part des banques ».

¹ Anne Michel – « Le Monde »

Un bémol, cependant : la crise n'est pas terminée – il s'en faut – et peut donc à tout moment « se traduire par une montée des risques de crédit dans les bilans et une moindre demande de la part des emprunteurs ».

- Aux États-Unis d'où la crise est partie, la baisse du PIB au quatrième trimestre 2008 a été de 6,3 % contre 4,2 dans la zone Euro, un nouveau plan de relance de 789 milliards de dollars est venu compléter, à la suite du vote du Congrès, le 11 février dernier, le plan Paulson adopté sous l'administration de George Bush, consacrant 700 milliards de dollars au rachat des actifs pourris des banques géantes américaines. Le nouveau plan porte le nom de l'actuel Secrétaire d'État au trésor, Tim Geithner. Objectif majeur : limiter la liberté d'action des Hedge funds spéculatifs, ainsi que des produits financiers susceptibles de provoquer des « risques systémiques » majeurs. Une Autorité de régulation pourrait même ultérieurement être envisagée.

D'ores et déjà, la Chambre des Représentants, après la décision des dirigeants d'AIG – le principal assureur américain, de s'accorder 450 millions de dollars de bonus, alors que celui-ci venait de disposer de 173 milliards d'aide du Trésor (c'est-à-dire, du contribuable) pour éviter le faillite², a réagi violemment en adoptant, le 19 Mars, un projet de loi imposant à 90% les primes fondées sur la performance des dirigeants d'entreprises dont la rémunération annuelle dépasse 250.000 dollars. Mais, rassurez-vous, au pays de la libre entreprise, seules les entreprises ayant reçu plus de 5 milliards d'aides publiques sont visées.

Actuellement encore aux États-Unis, le sort de certains géants n'est pas réglé : c'est le cas de General Motors, avec 73,9 milliards de pertes en 2007 et 2008, qui reste en attente d'une deuxième aide publique, en milliards de dollars, après avoir déjà obtenu une aide publique de 13,4 milliards de dollars. C'est le cas aussi de très grandes agences de refinancement hypothécaires Fannie Mae (58,7 milliards de pertes en 2008). Le groupe possède, avec son homologue Freddie Mae, près de la moitié de l'encours des prêts immobiliers. Les deux sociétés jugées nécessaires à la stabilité du marché immobilier, sont placées aujourd'hui sous tutelle des pouvoirs publics.

Je pourrais également vous parler de Citigroup, géant bancaire vacillant, qui a perdu 18,8 milliards de dollars en 2008 et qui, après avoir perçu 45 milliards de dollars d'aide des pouvoirs publics, est redevenu bénéficiaire sur les deux premiers mois de 2009, mais arrêtons là... Les chiffres américains donnent le vertige : le produit brut total des USA est de l'ordre de 14.300 milliards de dollars. La dette brute de l'État était chiffrée au troisième trimestre 2008 à hauteur de 10.000 milliards de dollars. La seule dette privée est passée de 123 % du PIB en 1980 à 290 % au troisième trimestre 2008.

Le budget fédéral pour l'exercice 2008/2009 représente 3.552 milliards de dollars avec un déficit record de 1.750 milliards de dollars. Le trou des finances publiques atteindrait ainsi 12,3 % du produit brut des États-Unis, cette année. Le déficit commercial passerait de 770 milliards de dollars en 2008 à 830 en 2009, soit 5,8 % du PIB.

² Près de 100 milliards de pertes en 2008

Tout ceci avec une augmentation du chômage qui, en Mars, frappait 8,5 % de la population active. Du jamais vu depuis plus d'un quart de siècle.
Comment Obama compte-t-il s'en sortir ?

En demandant à la Réserve fédérale de faire tourner la planche à billets ? En tenant compte des risques potentiels ? Sans doute ! Par un retour à la croissance le plus rapidement possible, certainement. Pour le moment, on observe, ce que j'appellerai prudemment une baisse d'intensité de la dégringolade économique et financière.

- Pour parfaire à très grands traits cette esquisse de mise à jour de la situation économique mondiale, j'ajouterai quelques mots, d'abord pour attirer l'attention sur les plongeurs des pays avancés d'Extrême-Orient dont les exportations se sont affaïssées.

C'est le cas du Japon où l'investissement des entreprises a chuté de 17,3 % en 2008. Pour les exportations, c'est un effondrement (- 46,92 %, en glissement annuel). Les exportations, elles, ont reculé de 50 %, également en glissement annuel.

Le PIB s'est contracté au cours du quatrième trimestre 2008 de 12,7 %. C'est la plus forte baisse annualisée depuis 1974. Son recul pour l'ensemble de 2009 serait de 6,6 points. Le FMI a prévu une récession de 5 points pour le Japon en 2009. L'OFCE envisage - 7 points. Un nouveau plan de relance de 73,7 milliards de dollars a été annoncé à Tokyo, le 6 Avril. Parallèlement, la croissance a reculé dans les autres pays qui composent l'extrême orient capitaliste (Singapour, Taiwan et surtout la Corée du Sud, avec respectivement 5,4 et 3 points de croissance négative pour l'ensemble de l'année 2009). L'immense Chine populaire voisine nous a habitués, pour sa part, à des taux de croissance à deux chiffres. La croissance reste là-bas largement positive, mais elle est tombée de + 12 % en 2007, à 6,8 en 2008. Elle baisserait encore largement en 2009 (6,5 points).

Les autorités chinoises estiment que le seuil minimum de croissance pour assurer l'emploi est de 8 %. Elles ont donc lancé un plan de relance économique de 4.000 milliards de yuans (soit 460 milliards d'Euros) en Novembre 2008.

Mais en Chine – première créancière aujourd'hui des États-Unis, la Banque centrale détenant un stock de bons du trésor américain estimé à 739,4 milliards de dollars à l'automne 2008, on s'inquiète des conséquences monétaires possibles de la crise américaine. De plus, la Chine, selon le « Financial Times », détenait en 2008, trois fois plus d'actions américaines qu'une année auparavant. D'où le récent appel de la Banque centrale chinoise, moins d'une semaine avant la réunion à grand tra-la-la à Londres, en faveur de l'adoption d'une nouvelle monnaie de réserve internationale, pour remplacer le dollar, dans un système placé sous les auspices du Fonds monétaire international.

Alors que le président Obama accusait en Janvier la Chine de « manipuler sa monnaie », c'est-à-dire de gérer la parité du yuan selon la fluctuation de ses seuls intérêts, on a assisté à l'amorce d'une remise en cause de la suprématie

du dollar. La Russie a manifesté son accord de principe. La question n'était pas à l'ordre du jour des récentes réunions internationales, et notamment de la « plénière » du G20 à Londres, mais elle referra surface au moment approprié, même si l'administration américaine ne veut pas en entendre parler, même si l'idée de transformer les DTS (Droits de tirage spéciaux), c'est-à-dire un panier des principales devises internationales, pour régler aujourd'hui les opérations FMI, paraît hors de propos à Washington.

De plus, ne l'oublions pas, la Chine poursuit une politique de modernisation militaire qui inquiète Washington. Le budget de la défense de Pékin en 2008 et 2009 est en augmentation de 32,5 % (17,6 en 2008 et 14,9 cette année). De cela, on n'a pas parlé au G20, mais les relations sino-américaines, d'une part, sur le plan économique et monétaire et, d'autre part, sur le plan géopolitique et stratégique sont étroitement indépendantes quand on les examine dans leur ensemble.

La plupart des pays émergents, à l'image de la Chine, verront, certes, leur croissance baisser en 2009, mais à l'image de la Chine encore, celle de l'Inde dont l'économie est moins largement dépendante du monde extérieur que d'autres, restera positive (+ 4 %) de même que pour le même pourcentage annoncé, celui de l'Indonésie. Par contre, l'économie de la Fédération de Russie, structurellement dépendante de ses exportations de matières premières, connaîtrait une récession, selon la Banque mondiale, de 4,3 % cette année, ainsi qu'une envolée du chômage et avec, en prime, une inflation que certains qualifient de « galopante ». Quoi qu'il en soit, on sait déjà que le PIB a chuté de 7 % en moyenne annuelle au premier trimestre 2009, contre une croissance record de 8,5% pour la même période de 2008. Pour tenter de renverser la tendance, Vladimir Poutine a annoncé une injection de 66 milliards d'Euros dans l'économie.

C'est dans ce contexte globalement très défavorable et sans doute, en raison même du caractère mondial de la crise économique, que le G20 s'est réuni à Londres le 2 Avril. Je n'ai personnellement pas compris, je dois le dire, les crispations de notre président de la République, menaçant préventivement de quitter le sommet « si le compte n'y est pas », à la veille de la réunion de Londres où le nouveau président des Etats-Unis était attendu avec un préjugé favorable, n'étant en rien responsable de l'éclatement du scandale des subprimes, d'autant que ce sommet avait été préparé depuis plusieurs mois, à la suite d'une première réunion du G20 à Washington, le 15 novembre 2008, puis par les experts du même G20 et que les objectifs à en attendre étaient déjà pratiquement identifiés quand les grands argentiers se sont rencontrés à Horschach (Grande-Bretagne) pour mettre au point le « sommet » des chefs d'État et de gouvernement prévu à Londres.

Dès la mi-mars, nous savions que les représentants du G20 représentatifs de 60% de la population mondiale et de 84 % de la richesse produite seraient d'accord sur la nécessité d'augmenter substantiellement les dotations financières du FMI et de la Banque mondiale, voire d'autres institutions de même nature, pour leur permettre d'intervenir plus efficacement, de contrôler significativement par rapport à la situation antérieure les activités des agences

financières et surtout des Hedge funds ; d'établir de nouvelles normes comptables mondialisées, de définir une attitude commune sur le traitement des « actifs toxiques » des banques, la nécessité de respecter de nouvelles règles financières en matière de rémunération et de bonus ; de mettre un terme à l'activité des « paradis fiscaux » désignés sous le nom de « territoires non coopératifs » et dans ce but, de mettre au point une « boîte à outils de mesures efficaces ».

Certes, les américains insistaient sur la priorité à accorder au retour de la croissance et les franco-allemands sur celle d'un durcissement des règles régissant le secteur financier, mais Dominique Strauss-Kahn, lui-même a regretté au nom du FMI qu'il dirige, que les « Européens ne soutiennent ni assez fort, ni assez vite leur secteur bancaire ». Quant à la réforme de la gouvernance économique et financière, il était déjà clair qu'elle était acquise pour l'ensemble des pays partenaires.

L'ACCORD GLOBAL DU G20

L'accord global du 2 Avril est indéniable. Il s'incarne principalement dans les dispositions suivantes :

- Triplement des fonds disponibles du FMI à 750 milliards de dollars,
- financement d'une nouvelle allocation de DTS (Droits de tirage spéciaux) de 250 milliards de dollars, de prêts supplémentaires de 100 milliards de dollars pour relancer le financement du commerce international ;
- utilisation de ressources additionnelles provenant de la vente d'or du fonds monétaire (déjà approuvée au profit des pays les plus pauvres).
- Au total, les décisions arrêtées concernent donc un programme doté de 1.100 milliards de dollars, même si, en l'occurrence, « on additionne un peu des choux et des carottes ».³

D'autre part, l'accord prévoit les points suivants :

- Expansion budgétaire concertée d'ici à la fin de 2010, elle s'élèverait à 5.000 milliards de dollars, augmentant la production de 4 % et « accélérant la transition à une économie verte ».
- Etablissement d'un cadre de surveillance et de régulation plus cohérent pour le futur secteur financier présenté à l'automne.
- Acceptation de régulations et d'une vigilance renforcée pour nous garder des risques inhérents au système financier, en établissant un nouveau Conseil de stabilité financière (financial stability Board)
- Extension de la réglementation et de la surveillance à tous les instruments, les marchés et les institutions financières d'importance systémique. Cela comprend pour la première fois les fonds spéculatifs (Hedge funds).
- Resserrement de la réglementation du système bancaire, de manière qu'elle puisse prévenir les endettements excessifs et exiger que des fonds de réserve soient constitués.

³ Interview de DSL 'Le Figaro' - 6.04.09

- A propos des paradis fiscaux, il est dit textuellement : « Nous sommes prêts à mettre en place des sanctions pour protéger nos finances publiques et nos systèmes financiers. L'époque du secret bancaire est terminée »
- Définition de toute urgence d'un seul ensemble de normes comptables mondiales »
- Extension de la surveillance de la régulation et enregistrement aux agences d'évaluation de crédit. Mise en place pour 2009 du régime de contrôle des agences de notation.
- Renforcement des institutions financières internationales et particulièrement du FMI, afin, notamment, de soutenir la croissance dans les marchés émergents et les pays en voie de développement.
- Mise en œuvre des réformes concernant les droits de votes et les quotas du FMI déjà convenues en 2008. Appel au FMI à compléter la nouvelle révision de quotas d'ici à Janvier 2011. De même les réformes de la Banque mondiale convenues en 2008 seront accélérées. Des recommandations supplémentaires sont attendues sur des réformes concernant les voix et les représentations. Elles seront approuvées d'ici au printemps 2010 et devraient favoriser les pays en développement.
- Refus de tout repli protectionniste et notamment des mesures qui entraveraient les mouvements de capitaux dans le monde – et plus particulièrement en direction des pays en développement. Réaffirmation, par ailleurs, de la nécessité de parvenir à une conclusion positive du cycle des négociations commerciales dites de « Doha ». Celle-ci stimulerait l'économie mondiale d'au moins 150 milliards de dollars par an, alors que le commerce international a reculé de 40% au quatrième trimestre 2008.
- Engagement à ce que soient utilisées les ressources supplémentaires provenant des réserves du FMI pour fournir aux pays les plus pauvres dans les deux ou trois années à venir 6 milliards de dollars supplémentaires en fonds « faiblement accessibles ».
- Engagement, enfin « d'assumer la transition vers des technologies et des infrastructures propres innovantes économes en énergie et peu productrices de CO² » Engagement encore de « trouver un accord à la conférence des Nations Unies sur le climat, qui se tiendra à Copenhague, en Décembre 2009 ».

Le « communiqué de Londres » comprend nombre d'autres « résolutions » mais qui s'apparentent autant à des pétitions de principe. Par exemple, en mentionnant « la création d'emplois » et « l'adoption de mesures pour soutenir les revenus », ou « la restauration nécessaire du flux de crédit dans le système bancaire ».

Ces engagements souscrits par les grands pays industriels : Etats-Unis, Allemagne, Australie, Canada, Corée du Sud, France, Italie, Japon, Royaume uni, Union européenne en tant que telle, concernent la Russie, mais aussi les principaux pays dits émergents : Afrique du Sud, Arabie Saoudite, Argentine, Brésil, Inde, Indonésie, Mexique, Turquie. C'est un des éléments les plus positifs de la rencontre de Londres, la réforme des droits de vote devant attribuer des droits nouveaux aux pays émergents et étendre de manière significative les droits de vote des pays en voie de développement.

- La Chine, plus que jamais, a affirmé son rang d'acteur majeur du nouvel ordre mondial. Elle symbolise « l'émergence » des pays les plus peuplés, face à des

Etats-Unis qui demeurent le moteur de l'économie mondiale, mais incarnent, en fait, la maintenance déclinante du monde occidental avec l'Union européenne.

- Le dogme du « laisser faire le marché » a connu un revers spectaculaire en autorisant des excès inacceptables sous la forme d'activités financières spéculatives. La nécessité d'une économie mieux régulée, si on veut sauver la dynamique du « marché » - ou plus exactement d'une économie sociale de marché étendue aux limites de la planète désormais, signifie qu'il faut revoir en profondeur « un système où le tout financier s'est dévoré lui-même, en vendant des produits si complexes que personne ne les comprenait, et surtout, en règle générale, ceux qui les achetaient ».
- La crise que nous vivons illustre, par ailleurs, l'incohérence d'un univers où l'économie et la finance se sont mondialisées, où on convient donc maintenant qu'il conviendrait d'instituer une autorité globale qui puisse édicter des indicateurs de risque sur la stabilité financière mondiale à une multiplicité d'entités politiques étatiques. Le système économique et financier ne connaît pas les frontières, alors que nos régulateurs sont généralement nationaux. C'est un contresens.

Les États-Unis, sont sortis évidemment éprouvés par cette crise, mais nous restons, malgré tout, conscients d'un fait majeur : ils demeurent, encore, la seule puissance globale du monde où nous vivons. La crise vient d'ailleurs d'illustrer ce constat, tant les ondes de choc parties de Wall Street ont malmené la planète. Si les États-Unis ne s'en remettaient pas, le monde ne s'en remettrait pas. S'ils s'en remettent, le monde fera de même. Celui qui les dirige désormais et qui a prêté serment le 20 Janvier sur la bible d'Abraham Lincoln devant une foule gigantesque malgré un froid polaire, est arrivé en Europe, ce début d'Avril avec « une popularité à peine écornée ». Confronté aux dégâts d'un Krach sans précédent depuis sa propre naissance, on dit que le souvenir laissé dans l'imaginaire américain depuis les « black thursday » et « thuesday » d'Octobre 1929, l'a hanté à son tour. Il aurait longuement réfléchi aux événements de l'époque : le new deal de 1933, l'emergency banking act dispensant les banques de rembourser immédiatement les dettes, le rôle de Franklin Roosevelt converti aux idées de Keynes préconisant le déficit budgétaire pour relancer l'économie, le nouveau krach de 1938 et le retour en force du chômage sur lequel Hitler avait lui-même surfé cinq ans auparavant pour conquérir la chancellerie à Berlin, tandis que se succédaient les Neutrality Acts illusoire, puisque la guerre éclatera en Europe en 1939, pour se généraliser, avec l'entrée des « boys » dans l'empoignade mondiale.

Obama, lui, s'est trouvé très vite submergé par les dossiers dont il a hérité dans le bureau ovale : Guantanamo, bouclier antimissile en Europe, désengagement programmé en Irak, envoi de renforts en Afghanistan où jusqu'ici les « talibans modérés » restent introuvables, tandis que la bande à Ben Laden court toujours et que le Pakistan devient une nouvelle source d'inquiétude ; appel à l'énigmatique Iran des Mollahs pour jouer franc jeu sur le nucléaire ; tentative aussi vaine jusqu'ici du moins, de concilier les inconciliables, après l'opération « plomb durci » à Gaza ; efforts à déployer pour renouer, par ailleurs, le dialogue avec la Russie du couple Medvedev/Poutine ; tensions rémanentes en Corée, qui fut jadis le « pays du matin tranquille » avant de devenir le dernier bastion des post-staliniens.

C'est beaucoup pour un seul homme même bardé d'une armada de sherpas, alors qu'il a été élu pour restaurer « l'American dream » qui, à ses yeux, s'incarnerait, en 2020, dans le fait que les États-Unis retrouveraient le taux de diplômés le plus élevé du monde et les engagements pris sur le nouveau continent en matière d'assurance-maladie et de retraite...

Courant Mars, on signalait ici et là de petites embellies dans nos économies domestiques et principalement aux Etats-Unis (pour le commerce de détail et le secteur manufacturier). Il convenait de le mentionner même si, comme on le dit parfois, « une hirondelle ne fait pas le printemps ».

Rien ne serait pire, en tout cas, que de voir nos économies s'installer dans une déflation. Une spirale baissière entraînant la réduction de la production qui, elle-même provoquerait une baisse de rétributions, donc un recul de la consommation augmentant à son tour une nouvelle spirale baissière. C'est pour l'éviter que les efforts des Etats-Unis, de l'Union européenne, des institutions internationales et des autres Etats concernés se sont déployés dans la perspective d'une réforme systémique mondiale. Une nouvelle réunion du G20 est prévue d'ailleurs dès septembre, pour faire le point et prévenir de nouvelles évolutions.

LE BERCAIL ATLANTIQUE

C'est dans ce contexte, bientôt illustré par les grands rendez-vous de Strasbourg et de Prague que Nicolas Sarkozy a annoncé le retour de la France dans le commandement intégré de l'OTAN, quarante trois ans après que le général de Gaulle ait décidé de l'en faire sortir en dénonçant « l'hégémonie américaine », alors que le personnage récusait tout concept « d'intégration », *a fortiori* s'il s'agissait d'une intégration militaire, au profit des bonnes vieilles coalitions. Ce qui fait que notre pays a quand même gardé son siège au sein de l'Alliance Atlantique.

Cette décision et plus encore la manière cavalière qu'emprunta sa notification provoqua de vives tensions : elle fit l'objet, en effet, d'une simple lettre adressée au président américain de l'époque, Lindon B. Johnson, le 7 Mars 1966, alors que trois jours après notre Conseil des ministres confirmait que la France rétablissait sur son territoire « sa pleine souveraineté » et deux jours plus tard encore, annonçait le retrait des forces atlantiques et américaines stationnées dans l'Hexagone. Le siège de l'OTAN qui se trouvait Porte Dauphine, à Paris, fut déménagé dès le début 1967.

Le malaise consécutif à ces évènements suscita un débat public appelé à se dérouler sur deux plans principaux : « une discussion entre la France et ses partenaires ; un débat au Parlement et dans l'opinion en France même entre partisans et adversaires de cette décision unilatérale ». A l'Assemblée nationale, une motion de censure fut déposée par l'opposition, ne recueillant que 137 voix, celles des socialistes, du Rassemblement démocratique et de 34 des 54 députés centristes. Les communistes anti-atlantistes fondamentalistes appuyant, en l'occurrence, sur ce thème, la majorité présidentielle d'alors.

L'effet politique de la décision française eut pour conséquence de resserrer les liens politiques et militaires britanniques avec les Etats-Unis, l'Allemagne fédérale devenant *de facto* le pilier continental de l'Alliance. Aucun de nos partenaires européens ne nous emboîta le pas. Puis, les années passèrent. Il y aura vingt ans, cet automne, la chute du mur de Berlin a permis la réunification de l'Allemagne et celle du vieux continent avec la disparition du système soviétique. Depuis lors, les pays européens libérés de la tutelle du Kremlin ont rejoint massivement l'OTAN. Aujourd'hui même, ce sont ces pays qui se montrent les plus proches des Etats-Unis. Ni les Tchèques, ni les Polonais n'ont rechigné, par exemple, quand George Bush leur a proposé d'installer des dispositifs antimissiles nucléaires sur leurs territoires.

L'Alliance comptait 26 membres à la veille de la célébration de son 60^{ème} anniversaire à Strasbourg, deux de plus viennent de la rallier : l'Albanie et la Croatie. Seule la France ne participait pas à l'OTAN. C'est chose faite.

Des pays comme l'Ukraine et la Géorgie n'ont pas raté une occasion de manifester leur intention de prendre place au sein de l'Organisation dont les USA assument le leadership. C'est seulement parce qu'ils savent que la Russie prendrait mal une telle décision que la Maison Blanche, soucieuse d'améliorer les relations avec le Kremlin, a décidé de temporiser. La tenue prochaine d'une session extraordinaire du Conseil OTAN – Russie est d'ailleurs annoncée et ses conclusions seront révélatrices.

D'autre part, la France s'est progressivement impliquée ces dernières années dans des opérations militaires de l'OTAN, comme aujourd'hui en Afghanistan contre Al Qaida, comme ce fut le cas également contre la Serbie de Milosevic en 1999, et encore, avec les 1850 militaires affectés présentement à la KFOR au Kosovo. Enfin, des représentants français assistent au Comité militaire depuis 1992, tandis qu'à partir de 2004, des militaires français ont été, cas par cas, insérés dans la structure intégrée, mais avec un bémol important : nos gouvernements successifs, de gauche comme de droite, se sont tenus à l'écart du groupe de plans nucléaires de l'OTAN, pour préserver l'indépendance de la force de frappe, contrairement à John Bull dont l'arme nucléaire n'a aucun secret pour l'Oncle Sam.

Ainsi, nous dit-on, le retour de la France dans l'OTAN a surtout une valeur symbolique. Certaines querelles sont dépassées, le monde a changé. De plus, nous avons obtenu deux commandements dits « stratégiques » : le Q.G. de Norfolk – le SACT – « une sorte de think tank censé diffuser les nouvelles pratiques militaires américaines auprès des Européens » et le Q.G. de la « force de réaction » de l'OTAN, à Lisbonne, force qui – il faut le savoir - n'a jusqu'ici été employée qu'une seule fois, au Pakistan, pour aider les populations après un tremblement de terre. Mais, laissons ces chipotages de côté. L'essentiel est ailleurs... être « Atlantiste » aujourd'hui au sens où le qualificatif s'employait dans les années 1950 et 1960, n'a plus aucun sens, d'une part, en effet, l'OTAN en tant qu'organisme militaire intégré de l'Alliance Atlantique créée par le Traité de Washington au début de la guerre froide, a besoin d'être profondément repensé dans ses missions et ses fondements. Si l'U.E., en tant que telle, peut y contribuer, tant mieux, mais cette tâche requiert une forte volonté politique collective. D'autre part – et malheureusement – c'est toujours une Union européenne morcelée en Etats « souverains » ou prétendus tels qui, *nolens volens*, compose le pilier européen de l'Alliance pour tenter d'équilibrer le « pilier américain ».

C'est pourquoi, les pressions politiques et stratégiques dominantes aux Etats-Unis quand les intérêts américains sont prédominants, s'exerceront toujours de manière privilégiée dans le cercle que les Américains et les Européens composent, mais au sein duquel Washington sait pouvoir compter en toutes circonstances sur le gouvernement de Sa Majesté britannique. Pourtant, il est clair que, malgré le sourire archi sympathique d'Obama, les priorités américaines ne sont pas seulement et en toutes circonstances, celles du vieux continent.

Dans toute cette affaire, au surplus, « l'Europe de la défense » demeure aussi balbutiante que « l'Europe politique ». Les difficultés budgétaires aidant, l'objectif capacitaire fixé à Helsinki depuis dix ans, au prochain mois de Décembre, c'est-à-dire l'objectif (pourtant modeste) de la constitution, d'une force de réaction rapide européenne, capable de déployer une soixantaine de milliers d'hommes pour une durée d'un an est resté hors d'atteinte jusqu'ici.

Le fait de nous réinsérer dans les rouages de l'OTAN pour influencer le processus de planification atlantique contribuera-t-il à la mise en œuvre d'une « Europe de la défense » avec un véritable État-major opérationnel autonome et permanent, alors que dans l'OTAN, la planification des pays partenaires est « dictée en priorité par la doctrine d'emploi de l'armée américaine » ?

La question reste ouverte et même très ouverte et ce n'est pas l'accueillant Anders Fogh Rasmussen qui va troquer, le 1^{er} Avril prochain, sa fonction de Premier ministre du pays de la petite sirène des contes d'Andersen, pour celle de Secrétaire général de l'OTAN, appelé à exercer ses charges dans les bureaux mortellement banalisés d'Evere, à la sortie de Bruxelles, qui pourra répondre à nos interrogations. Il devra plutôt s'employer à ne rien faire qui puisse porter ombrage aux partenaires turcs vivement irrités de l'avoir vu défendre, au nom de la liberté d'expression, des dessins satiriques publiés en 2005 dans un journal danois, pour caricaturer Mahomet. Et aussi, à faire comprendre aux gouvernements européens membres de l'Union européenne, consacrant au total pas de 200 milliards d'Euros par an à la défense, soit un peu plus de la moitié seulement des dépenses des seuls États-Unis, que le manque de capacité et de coordination dans l'utilisation faite de ces moyens exige instamment d'accentuer sérieusement leurs efforts pour mutualiser et partager les capacités existantes, afin de leur conférer un minimum de crédibilité. D'autant que l'un des objectifs d'Obama est de réduire le budget militaire, à la suite de la crise et de ses conséquences sur l'économie américaine.

ET L'UNION EUROPEENNE ?

Et l'Union européenne, comment se comporte-t-elle dans ce charivari ? Elle a multiplié les Conseils et les Sommets pour maintenir sa cohésion, sa capacité propositionnelle face à la crise mondiale.

- Concernant la ratification du Traité de Lisbonne, la Chambre des députés tchèques s'est décidée enfin à franchir le pas, le 18 Février dernier. La majorité des 3/5 était requise. 125 des 197 députés présents s'étant prononcés « pour », le traité de Lisbonne a obtenu cinq voix de plus que la majorité constitutionnelle. Reste à convaincre les sénateurs d'en faire autant, probablement encore, en Mai même si un groupe de sénateurs ODS, proche du président de la République, Vaclav Klaus violemment hostile à la ratification, a déjà préparé un recours devant la Cour constitutionnelle. Enfin, il faudra, en prime, que le très eurosceptique président tchèque consente à signer le traité. Ce qui ne sera pas fait avant le nouveau référendum attendu à ce propos en Irlande, courant Septembre ou Octobre prochain. Dès le lendemain du vote des députés tchèques, M. Klaus s'est invité au Parlement européen pour un discours qui lui a permis, ni plus, ni moins, de comparer l'Union européenne à « une entreprise totalitaire rappelant l'Union soviétique ». Cette intervention arrogante et malveillante a soulevé l'ire de plus d'un eurodéputé », mais manifestement, le Pragois n'était pas mécontent d'avoir vidé son sac et produit son petit effet, en pareil endroit.

Depuis lors, le premier ministre tchèque, Mirek Topolánek, qui assumait l'effectivité de la présidence tchèque au Conseil européen ce premier semestre 2009, a été mis en minorité par le Parlement de Prague. L'Union européenne avait donc à sa tête, pour représenter les États membres, un président démissionnaire, lors de la visite d'Obama. Aux dernières nouvelles, un gouvernement d'experts lui succédera.

En fait, le gouvernement de centre-droit que dirigeait Mirek Topolanek a été mis en minorité, par l'opposition des sociaux-démocrates, grâce à la défection de quelques députés libéraux proches de M. Klaus. C'est pourquoi, le Premier ministre déchu a accusé le président de la République tchèque d'avoir joué un rôle moteur dans la chute de son gouvernement (du fait, notamment, de son attitude favorable au Traité de Lisbonne). En attendant des élections législatives anticipées, cet automne, on se demande à Prague comment un gouvernement affaibli pourrait l'emporter au Sénat. Il suffirait, dit-on, que sept sénateurs du parti libéral de Topolanek et hier encore de Klaus changent de camp pour que la ratification du Traité de Lisbonne échoue.

Voilà comment l'Union européenne peut être prise en otage du fait de la défaillance d'un mécanisme purement intergouvernemental, puisqu'en l'état, les présidences de l'Union européenne s'enchaînent semestriellement selon des calendriers prévus à l'avance de longue date, contrairement à la procédure du Traité de Lisbonne prévoyant une présidence convenue d'une durée de deux années et demi, au moins une fois renouvelable.

Cet incident montre aussi comment, à mesure qu'elle grossit démesurément et sans renforcement concomitant de son autorité centrale, l'Union européenne devient progressivement ingouvernable. De 27, en effet, on l'invite à passer à plus de 30 membres. La Croatie et le Turquie, cette dernière officiellement parrainée désormais par les Etats-Unis d'Obama, négocient leur adhésion. La Macédoine est officiellement candidate depuis trois ans. Le Monténégro a présenté sa candidature le 17 février après s'être séparé de la Serbie, en 2002. L'Albanie, le Kosovo et la Serbie ont fait connaître des intentions similaires. Comme la Russie, la Serbie n'a pas reconnu l'existence du Kosovo, mais plusieurs pays de l'Union européenne également, tel est le cas de Chypre, de l'Espagne, de la Roumanie, de la Slovaquie.

On peut, à ce propos, se demander comment fonctionnera une Union européenne de trente quatre ou trente cinq États, si on tient compte de l'Islande et de ses 300.000 vikings depuis la crise des subprimes qui a atteint leur économie. Ces pays sont en effet de très inégale importance économique et géographique, les petits États ayant tendance à se multiplier, ajoutant à la disparité des cas de figure. Si le Traité de Lisbonne finit par s'imposer, il faudra dès les années qui suivront le revoir pour assurer la viabilité et la représentativité des entités émiettées issues de l'ancienne Yougoslavie et, de l'Empire Ottoman.

- Par ailleurs, la Commission européenne (« Bruxelles », si vous voulez, comme le disent les médias) a essayé d'apporter sa contribution à la quête de solutions anticrises lors des deux Conseils européens successifs des 1^{er} Mars, 19/24 Mars. Il en résulte, pour les « 27 » et pas seulement pour les « 16 » de la zone euro, que :
 - les mesures de garantie et de recapitalisation prises par les États membres de l'Union européenne dans le cadre d'actions communes et en tout cas concertées ont contribué à éviter les débâcles financières, même si de nouvelles dispositions sont nécessaires pour rétablir le marché du crédit.

- Les règles prudentielles, les mécanismes à appliquer et les cadres de surveillance doivent être renforcés aux niveaux national, européen et mondial.
- Le Conseil des ministres et le Parlement européen doivent parvenir rapidement à un accord sur les actes législatifs relatifs, au niveau européen, à tout ce qui concerne les agences de notation, la solvabilité des compagnies d'assurance, les exigences de fonds propres des banques. Et surtout, le Conseil européen est convenu de la nécessité d'améliorer la réglementation et la surveillance des institutions financières, sur la base des conclusions du rapport des experts à haut niveau, présenté début Mars, sous la présidence de Jacques de Larosière, ancien gouverneur de la Banque de France et, à ce titre, Président de la Commission chargée de la supervision bancaire en France.

Ce rapport qui dénonce la carence des superviseurs nationaux, de certaines entités financières, distingue une « micro-supervision » qui peut continuer à être assumée par des superviseurs nationaux de proximité, la supervision des établissements ou des opérations financières « transfrontalières » (dite macro-supervision) qui devrait être assumée par des autorités européennes indépendantes, tandis qu'au niveau global se constituerait un véritable « Conseil européen systémique » présidé par le Président de la BCE et composé des gouverneurs des 27 banques centrales des pays membres de l'Union, entre autres. Il aurait, en particulier la responsabilité de détecter à un stade précoce (« early warning ») tout signe de faiblesse du système financier.

Inutile de dire que cette « architectonique » de conception très cartésienne ne convient guère, au stade actuel, au Royaume-Uni qui redoute que la Banque centrale européenne vienne piétiner les plates-bandes de la City qui, ne l'oublions pas, reste hors zone euro et considère que le Conseil de stabilité financière dont le G.20 a décidé la création sur le plan mondial suffit amplement.

La crise a également posé quelques autres problèmes que nous ne ferons qu'évoquer ici : celui de la relance d'une harmonisation européenne de la fiscalité sur les entreprises dans la zone euro, par exemple ; celui du sauvetage éventuel par les États partenaires de pays devenus insolubles dans la zone euro, les cas de la Grèce et l'Irlande, entre autres, ont été évoqués. Le ministre allemand des Affaires étrangères, M. Steinbrüück, a ouvertement estimé qu'on serait obligé de les secourir de toutes façons, alors que ce n'est pas l'avis des responsables directs de la BCE qui estiment, au contraire, que la « clause de non intervention reste une base importante du bon fonctionnement de l'Union monétaire ».

Le tableau de chasse communautaire – comme on le voit – n'est guère stimulant, en ce début de Printemps. Compte tenu de l'environnement général de l'Union européenne au moment où nous parlons, le contraire, il est vrai, eut été étonnant.

Un résultat, cependant, est acquis : l'accord à l'arraché obtenu pour la baisse de la TVA sur la restauration, après sept années d'efforts notamment auprès des allemands. Une vieille promesse de Jacques Chirac que Nicolas Sarkozy ne pouvait pas ignorer, ne serait-ce que pour des raisons électorales. « La TVA à taux réduit n'est pas de moi, a-t-il fait savoir, mais c'est

moi qui vous l'ait obtenue ». Quel sera le taux réduit ? A 5,5 % comme le demandent les restaurateurs, la mesure coûterait 3,25 milliards d'Euros au budget de l'État, c'est-à-dire au contribuable. La mesure qui ne devrait s'appliquer qu'en 2011, serait d'ailleurs partiellement compensable par un relèvement des charges publiques du secteur. Je ne crois pas personnellement beaucoup qu'elle allègera significativement l'addition des consommateurs.

Ainsi vont les régulations et dérégulations économique : avec une vitesse surprenante, on passe de la globalisation à la TVA sur la restauration.

QUID DES ELECTIONS EUROPEENNES ?

La grande interrogation maintenant est celle qui nous est posée, par les prochaines élections européennes qui se dérouleront, en France, dans très exactement deux mois, jour pour jour, comme dans la plupart des pays partenaires, à l'exception du Royaume-Uni, de la Hongrie, de la Tchéquie, de l'Irlande, de la Slovaquie et de Chypre, pays où on votera les 4, 5 et 6 Juin.

Comme le cercle des États de l'Union s'est élargi, la France, en vertu du Traité de Nice, n'aura plus que 72 eurodéputés contre 78 en 2007, dans la mandature précédente. C'est peu dire que les places seront chères. Dans huit circonscriptions électorales qui, chacune, à l'exception de l'Île de France, regroupent plusieurs régions administratives hexagonales, on votera comme les fois précédentes, à la proportionnelle et les sièges seront répartis entre listes ayant réuni au moins 5 % des suffrages. La représentation des citoyens européens est assurée de façon dégressivement proportionnelle, les petits États bénéficiant du système afin de leur assurer une représentation minimale convenable. La représentation allemande est la plus élevée : 99 sièges.

Au terme d'une procédure prévue depuis l'adoption des Traités de Rome, en Mars 1957, le Parlement européen devrait être élu selon une procédure uniforme. Ce n'est toujours pas le cas. C'est pourquoi, même s'il existe des partis politiques européens reconnus et financés comme tels : PPE, PSE, Parti des libéraux, démocrates et réformateurs, parti européen – vert, Alliance pour l'Europe des Nations, etc.. Ce sont, en fait, les appareils des partis nationaux qui, dans chaque État membre, désignent les candidats et leur attribuent les places potentiellement éligibles. Les deux grands groupes politiques sortants (PPE et PSE) représentaient à eux deux 641 des 785 membres. Ce pourcentage se contractera probablement. Par exemple, les Conservateurs britanniques viennent de décider de quitter le PPE.

En France, la date limite du dépôt des candidatures est celle du 22 mai. Seules les listes ayant obtenu au moins 3 % des suffrages exprimés auront droit à des remboursements de frais. Le taux de participation depuis l'instauration de l'élection au suffrage universel pour le Parlement européen est malheureusement globalement dégressif (63 % en 1979 ; 61 en 84 ; 58,5 en 89 ; 56,8 en 94 ; 49,8 en 99 ; 45,4 en 2004). Dans l'hexagone, 60,7 % des inscrits ont voté en 1979 ; ils n'étaient plus que 42,8, comme en Allemagne, en 2004. En Italie, son pourcentage est tombé à 43 % alors qu'il dépassait les 70 % en 1999.

La chute d'intérêt pour cette élection est pour le moins paradoxale, quand on sait qu'en 1979, le Parlement européen n'avait pratiquement pas encore de pouvoirs, alors qu'aujourd'hui il exerce le pouvoir législatif en codécision avec le Conseil [des ministres] sur proposition de la Commission, du moins dans les domaines communautarisés qui se sont considérablement

accrus, même si la politique étrangère et la défense demeurent des prérogatives gouvernementales régies par des procédures intergouvernementales.

Afin de corser « l'intérêt politique » pour l'élection du Parlement européen, les cercles fédéralistes au sens large (puisque l'actuel président de « Notre Europe », Padoa Schiopa était de cet avis), mais aussi dans la mouvance de certaines formations européennes, par exemple, le PPE) ont exprimé l'avis que les partis politiques européens devraient désigner leur candidat à la présidence de la Commission. Cette stratégie a fait long feu, les partis européens existants ne désignent pas vraiment les candidats de leur mouvance et nous savons déjà que José Manuel Baroco, figure du centre-droit portugais, a vu appuyer son éventuelle réélection par le travailliste Gordon Brown, les chefs des gouvernements socialistes espagnol et portugais.

En France, comme ailleurs, Cette élection sera dominée par la difficulté rémanente qu'éprouvent les électeurs quand il leur est demandé d'éviter de transposer nos bonnes vieilles querelles hexagonales au plan européen et de faire leur choix européen en fonction des engagements réels, du contenu des programmes proposés (économie, écologie, emploi, choix de société, choix de sécurité, orientations substantielles de l'Europe dans le monde).

Les circonstances de la crise aidant, nous allons assister à un festival souverainiste avec des listes du Front national, de Philippe de Villiers associé aux chasseurs, de Dupont-Aignan (« Debout la République ») pour ne parler que des principales expressions de la droite-droite. Dans le lot, notre vicomte vendéen pourra se prévaloir du Label de qualité qu'il a obtenu de l'europhobe irlandais, Declan Ganley, grand vainqueur gaélique du Traité de Lisbonne, qui, au nom de « Libertas », parcourt l'Europe dans tous les sens pour organiser dans chaque pays, si possible, l'union sacrée des souverainistes. Certes, il y a un os, il faudra que Philippe de Villiers, Frédéric Nihaus et leurs électeurs s'accommodent du fait que Ganley, avant tout pro-américain aux grandes ambitions, est un champion de l'adhésion de la Turquie à l'Union européenne.

Bien entendu, à la gauche de la gauche, nous aurons le pendant souverainiste de la droite de la droite, sous la bannière anticapitaliste d'un Krivine rajeuni, Olivier Besancenot, de M. Mélanchon qui rêve, en s'inspirant de ce qui s'est passé Outre-Rhin, d'une « Die Linke » à la française s'appuyant sur un parti communiste tenant bon la rampe dans ses bastions de toujours.

Je m'arrêterai là dans ce registre pour ne pas succomber aux tentations d'une raillerie facile.

Les enjeux européens sont, en effet, trop sérieux pour qu'on n'en apprécie que l'écume et n'en retienne que les aspects caricaturaux. J'ai, en effet, la conviction que nous prenons avec cette élection un risque peut-être sans précédent, compte tenu du moment où elle se tient. Si nos concitoyens et les autres citoyens d'Europe votent au compte-goutte en Juin prochain, l'Union européenne ne pourra qu'en être affaiblie, par exemple, face aux grands ensembles partenaires du monde. La vulnérabilité de l'édifice communautaire apparaîtra au grand jour. Le doute s'insinuerait dans les esprits : alors que ce continent – et en tout cas l'Union européenne – ont besoin d'un gouvernement, nous ferions, une fois encore, la preuve qu'il demeure ingouvernables bien que le monde nous paraisse, chaque année qui passe, plus instable et plus dangereux. Les institutions européennes ont besoin d'être améliorées, mais elles ne progresseront pas dans l'indifférence de l'opinion publique. Sans l'appui de cette opinion, au bout du compte, elles ne peuvent rien.

C'est pourquoi, les femmes et les hommes qui vont se porter candidats devraient répondre d'abord à deux interrogations d'une simplicité biblique : ces élections incarnent-elles d'abord des enjeux nationaux ou un enjeu global européen ? Seront-elles perçues comme une succession d'enjeux partisans ou auront-elles la signification d'enjeux de société à la mesure d'un continent ?

Rien n'est plus éloigné de notre pensée – vous l'avez compris que de réduire cette élection par définition profondément politique à une formalité, pour satisfaire aux engagements du calendrier.

Nous vivons une crise aiguë, qui n'est pas seulement économique, mais révélatrice de carences systémiques graves.

Cette crise de régime mondial, observait déjà judicieusement Altiero Spinelli voici plus d'un demi-siècle, ne se développe pas selon une ligne droite, mais selon une spirale qui, tout en se dégradant, tourne cependant toujours sur elle-même. Aux périodes d'inquiétude, de désordres succèdent des périodes éphémères de détente, voire de tranquillité, de légers progrès économiques et sociaux.

Notre lutte pour l'Europe n'est pas elle-même, une série linéaire et progressive de petites victoires partielles, comme certains le pensent. Suivant le cycle des crises, elle traverse des périodes où elle va à contre-courant parce qu'elle va à l'encontre des apparences du temps. A ces moments là, elle ne peut se réaliser, s'épanouir, mais elle peut se consolider et nous permettre d'élever chaque jour plus haut notre opposition aux freins, aux routines, aux retards mal assumés au regard des évolutions de l'histoire. Arrivent, enfin, des moments critiques où les forces constructives qui peuvent rassembler nos efforts coïncidant avec le désordre croissant, rendent possibles et non illusoire des bonds en avant. Il faut, si nous en sommes capables, saisir cette opportunité avec l'obstination qui vient de cette certitude qu'il n'est pour l'avenir de l'Europe d'autre voie que celle de l'unité et de nos capacités de renouvellement face aux désordres du monde.

Jean-Pierre GOUZY
Avril 2009